



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME EN BASSE-NORMANDIE

2015

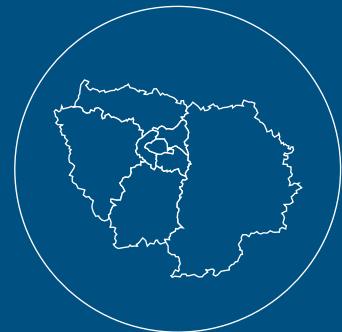
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



BASSE-NORMANDIE

La région compte 215 adhérents regroupé-e-s en 9 sections.



Calvados (fédération)

Alençon
Caen
Hérouville-Saint-Clair
Lisieux - Pays d'Auge
Avranches
Cherbourg Nord Cotentin
Coutances
Granville
Saint-Lô

ÉDITO

Défendre les droits de l'Homme n'a jamais été chose facile et consensuelle. La LDH le sait depuis sa création, puisqu'en se rangeant du côté des dreyfusards, elle dut à la fois affronter une injustice faite au nom de la raison d'Etat et une opinion publique largement acquise à la culpabilité du capitaine. Pendant sa longue histoire, et même si les menaces ont adopté au cours des temps de nouveaux visages, la LDH eut ensuite maintes fois l'occasion de mesurer l'âpreté des combats qu'elle entendait mener.

Difficile en France, la défense des droits l'est tout autant de par le monde et, dans trop de pays encore, c'est au risque même de leur vie, de leur intégrité physique et morale, que des femmes et des hommes refusent de se laisser réduire au silence et continuent de défendre la justice et les libertés. La solidarité avec toutes celles et tous ceux qui ne se résignent jamais et veulent rester debout ne souffre aucun répit, aucune défaillance.

En 2015 et comme tous les ans, la LDH a été amenée à déployer son activité sur une multitude de terrains. Comment pourrait-il en être autrement pour une association qui, dès sa création, a inscrit dans son ADN la défense de l'universalité, de l'indivisibilité et de l'effectivité des droits ? L'ambition est immense, le risque d'éparpillement est grand et il s'accompagne parfois du sentiment de manquer de bras. Mais la LDH a su garder toute l'année une activité foisonnante, en cherchant à construire des ripostes unitaires et en ayant toujours le souci de rassembler autour de valeurs universalistes. Cela est à mettre au compte de toutes celles et de tous ceux qui, partout, au quotidien, portent son identité, sa réflexion et sa capacité d'action. Leur engagement bénévole participe de la vitalité de la société civile et de l'espace public.

Cette année pourtant, le combat pour la défense des droits a pris une acuité particulière car l'actualité dramatique des

attentats et des migrations a confronté la LDH à des enjeux fondamentaux. Face à ce qu'on a appelé improprement et souvent de manière alarmiste la « crise » des migrants, le traitement par les instances européennes des nombreux réfugiés qui se présentent à nos frontières a mis en lumière le manque de projet politique commun qui fait aujourd'hui de l'Europe une association qui repose principalement sur les intérêts économiques de chaque Etat membre et qui permet à ces Etats de se renvoyer, comme une vulgaire patate chaude, des femmes, des hommes et des enfants qui errent sur les routes terrestres et maritimes dans la plus grande détresse. L'accord entre l'UE et la Turquie est venu parachever ces honteux renoncements. Ce traitement illustre le combat engagé aujourd'hui entre les valeurs universelles, sur lesquelles le projet européen était censé se construire, et la montée de populismes réactionnaires qui trouvent des relais jusque dans les gouvernements d'un nombre croissant de pays de l'UE.

Après beaucoup d'hésitations, la France elle-même ne s'est engagée qu'à accueillir trente mille réfugiés, nombre dérisoire rapporté à l'ensemble de la population française, et ceci tout en continuant à évacuer de nombreux campements dans des conditions parfois indignes et violentes.

2015 aura également été marquée par les attentats terroristes qui, à deux reprises, ont ensanglé la France. Si ceux-ci ont donné lieu à des mouvements de solidarité remarquables, ils ont vite nourri des dérives sécuritaires et autoritaires, les multiples prorogations de l'état d'urgence en étant l'illustration même. Aux marges de ces tragiques événements, le calamiteux débat sur la réforme constitutionnelle et les différents projets de déchéance de nationalité laisseront, à n'en pas douter, des traces auprès des quelque quatre millions de nos compatriotes binationaux qui se sont sentis ainsi stigmatisés. Plus globalement, ils en laisseront aussi

auprès de toutes celles et de tous ceux qui sont attachés à l'égalité comme fondement même du socle républicain, et aux valeurs proclamées par plusieurs textes internationaux, dont la DUDH. Ils révèlent aussi les dérives d'un système politique capable des pires initiatives politiciennes pour flatter les relents populistes d'une société en crise.

Dans un climat marqué à la fois par un désenchantement croissant envers le politique et la volonté de beaucoup de citoyen-ne-s de trouver de nouvelles procédures de délibération et d'invention démocratique, il n'est pour la LDH qu'un objectif, celui d'une démocratie vivante, active, sociale. Il n'est qu'un seul chemin, la défense globale et inconditionnelle des droits et des libertés, partout et pour tous, sans exception liée au genre, à la religion réelle ou supposée, à l'origine sociale ou ethnique. Rarement les responsabilités de la LDH et les attentes qu'elle suscite n'auront été aussi grandes et sans doute, pour longtemps.

Françoise Dumont
Présidente de la LDH

LA LDH BASSE-NORMANDIE EN ACTION EN 2015

L'année 2015 aura été tragiquement marquée par les attentats qui ont frappé la France. Toutes les sections et les militants de Basse-Normandie étaient bien présents au cœur du vaste mouvement populaire qui s'est dressé face à la barbarie pour défendre la liberté d'expression et ces « *milliers de maisons de la culture que sont les cafés* » selon l'expression d'Edgar Morin.

Bien présents aussi pour rappeler au pouvoir politique que des mesures exceptionnelles pour donner à la police et à la justice les moyens nécessaires pour combattre la menace terroriste ne doivent pas se transformer en état d'exception. Plus que jamais, tout se joue d'abord dans les têtes (C. Ramaux). C'est pourquoi la LDH de Basse-Normandie a poursuivi et amplifié en 2015 son projet initié en 2012 en direction des jeunes. Au moment où ces jeunes sont confrontés à un flux continu d'informations, d'opinions de toute sorte, le comité régional a choisi de développer un ensemble d'actions spécifiques pour faire des jeunes les défenseurs lucides et actifs des droits de l'Homme.

Un livret réalisé par des jeunes et pour des jeunes présente la LDH et reprend les trente articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, illustrés par des lycéens de Basse-Normandie. Largement diffusé gratuitement dans tous les lycées pour sensibiliser les jeunes, il va être réédité. Autre action qui a pris de l'ampleur : les plaidoiries lycéennes pour les droits de l'Homme, sur le modèle d'une action citoyenne du lycée Gambier, à Lisieux. Plusieurs classes d'un ou de plusieurs lycées (soit cent à deux cents cinquante élèves) organisent un concours de plaidoiries d'abord dans chaque classe, puis, dans un deuxième temps, une finale devant tous les élèves rassemblés dans un lieu valorisant (théâtre, auditorium,

amphi...). Il s'agit de créer une dynamique collective pour faire des jeunes les avocats des droits de l'Homme. Cette action, qui valorise les jeunes et mobilise sur plusieurs mois enseignants, lycéens, administration ainsi que les sections LDH locales, a un fort retentissement non seulement dans l'établissement mais aussi à l'extérieur auprès des parents, des milieux de justice et de la presse locale. En 2015, elle a concerné 5 sections, 8 lycées et plus de 1000 élèves.

Plusieurs écoles et collèges ont aussi participé au concours national « Ecrits pour la fraternité » 2014-2015. Pour le concours 2015-2016 « On ne naît pas citoyen ou citoyenne, on le devient », la section de Lisieux a proposé une action importante avec l'association Janusz Korczak (exposition, visite d'écoles, journée à la médiathèque sur les droits de l'enfant, le 21 novembre...). La section d'Hérouville s'est également investie dans des interventions en collège suite à l'attentat contre *Charlie Hebdo*, dans des contextes parfois difficiles et aussi, à Bayeux, au lycée Arcisse-de-

Caumont. Elle anime ou participe à des groupes de travail avec d'autres associations hérouvillaises.

Enfin, les sections de Caen-Hérouville préparent avec des étudiants un Festival des droits de l'Homme pour 2016. Ces actions convergentes révèlent une grande attente des jeunes qui s'y investissent, d'autant plus qu'ils en sont les acteurs valorisés. Outre ses premières plaidoiries lycéennes très réussies (4 lycées, 250 lycéens, 15 enseignants), la section de Cherbourg participe aux activités de quatre collectifs (laïcité, Palestine, Cherbourg sans-papiers, Contre le racisme et la xénophobie) et anime un Collectif laïcité très actif, regroupant neuf associations. Après avoir inauguré l'esplanade de la laïcité avec la mairie de Cherbourg, chaque année, elle organise un événement le 7 décembre. En 2015, Antoine Prost est venu animer une conférence-débat « Jean Zay, République et laïcité » devant cent quarante personnes.

La section de Coutances, récemment créée, a organisé une action sur les droits des Roms (expo-photo avec soirée-débat).

La section de Saint-Lô, en sommeil, a redémarré avec une action de plaidoiries lycéennes (260 participants y travaillent soit 10 classes, 5 établissements scolaires à Saint-Lô, Le Hommet d'Arthenay et Carentan).

A Caen, avec l'association citoyenne Démosthène, le comité régional et les sections de Caen-Hérouville ont organisé plusieurs actions. D'une part, dans la perspective de la construction d'une nouvelle prison, un colloque sur « La



« Prison sans barreaux » s'est tenu à l'université, en avril 2015, suivi d'un cycle de cinq conférences sur « La prison : une question citoyenne », en 2015-2016.

D'autre part, dans le cadre de la réunification de la Normandie et des élections régionales, un groupe de géographes des universités de Caen-Rouen et le Havre a animé une conférence-débat, en novembre 2015, sur les enjeux démocratiques de cette élection.

De plus, pour être plus visible et mieux entendu, le comité régional a développé les outils numériques (sites Web, Facebook, Twitter...) et nous avons une collaboration pérenne avec Zones d'ondes, une radio associative.

L'année 2016 va être pour le comité régional une année de transition suite à la réunification des deux Normandie. Une réflexion et une concertation vont être menées pour mettre en place la nouvelle organisation de la LDH en Normandie. Un premier contact avec l'ex-Haute-Normandie a eu lieu à Pont-Audemer, en novembre 2015.

Chacune des sections de l'ex-Basse-Normandie a mobilisé, en 2015, ses forces militantes sur des actions et des projets concrets pour faire respecter et progresser les droits de l'Homme. Souhaitons que la Normandie réunifiée saura poursuivre ce véritable travail de Sisyphe en sachant qu' « *il faut imaginer Sisyphe heureux* ».

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional

Basse-Normandie

Maison des Associations
7, rue Neuve Bourg l'Abbé
14000 Caen
ldhbassenormandie@ldh-france.org
site.ldh-France.org/bassenormandie

Fédération

Calvados

Maisons des solidarités
51, quai de Juillet
14000 Caen

Section

Caen

51, quai de Juillet
14000 Caen
ldh-caen@ldh-france.org

Section

Hérouville-Saint-Clair

Maison des associations
1018, Grand Parc
14200 Hérouville-Saint-Clair
herouville@ldh-france.org
www.ldh-france.org/section/herouville-st-clair

[ldhherouville](#)

Section

Lisieux - Pays d'Auge

Espace Victor Hugo
14100 Lisieux
ldh14.lxpa@free.fr
ldh14.lxpa.free.fr

Pour obtenir les coordonnées d'une autre section ou fédération, contactez le comité régional de Basse-Normandie.

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom:

Adresse : Tél.:

..... Mail:

Je souhaite adhérer à la LDH.



LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org